

Les opérateurs d'alpha, quels profils ?

Dans l'analyse des données tirées des enquêtes de Lire et Ecrire, peu d'attention a été accordée jusqu'à présent à l'éclairage que celles-ci peuvent apporter sur les opérateurs d'alpha eux-mêmes et leur évolution au fil du temps. Aussi, avant d'analyser les profils des apprenants en alphabétisation, cet article s'intéresse à quelques caractéristiques des opérateurs et de leur offre d'alphabétisation : la longévité des organismes et les conditions d'émergence des nouveaux, la variété de leurs domaines d'activité, l'importance de l'associatif et la place du bénévolat.

par Catherine Longévité de l'action d'alpha...

BASTYNS

Quelle est, dans le paysage actuel de l'alpha, la part d'anciens' qui ont été porteurs des développements du secteur et qu'on retrouve encore aujourd'hui, la part d'opérateurs intervenus plus récemment, ou encore la part d'organismes qui offrent plus épisodiquement des formations de type alpha ?

Bien que certains organismes aient disparu ou aient cessé d'organiser des formations de ce type, le nombre d'opérateurs 'au long cours' n'en est pas moins considérable : sur les 110 opérateurs du secteur non formel ¹ recensés en 1994, 69 (soit 63% d'entre eux) étaient encore

1. Soit hors des structures officielles de l'enseignement qui accueillent des élèves de plus de 18 ans, parmi lesquels des personnes peu scolarisées (enseignement de Promotion sociale et Centres de formation en alternance).

présents en 2010. Le tableau suivant détaille les motifs pour lesquels les 41 autres ont quitté le champ de l'alpha.

Pérennité des opérateurs d'alpha de 1994 à 2010

Total Fédération Wallonie-Bruxelles, inclus ADEPPI et Lire et Ecrire Communauté française

Sur 110 organismes recensés en 1994 :		
63%	69	sont encore actifs en alpha en 2010
37%	41	ne sont plus opérateurs d'alpha ou ne sont plus là, dont :
23%	25	Fin de l'action d'alpha (éventuellement reprise par un autre opérateur)
6%	7	Fin de l'organisme
8%	9	Organisme plus identifiable tel quel (disparu, renommé, absorbé...)

Sur les 110 organismes recensés en 1994, 7 avaient totalement cessé d'exister en 2010 et 9 n'étaient plus identifiables comme tels ou n'avaient plus du tout la même fonction. Mais le principal motif de 'sortie', qui concerne près du quart des opérateurs présents en 1994, est la fin de l'activité d'alpha telle que définie par l'enquête : apprendre à lire, écrire, s'exprimer, calculer... à des adultes qui ne maîtrisent pas les compétences correspondant au CEB. Cette 'fin' des actions d'alphabétisation correspond parfois à une redistribution des activités concertée avec un ou plusieurs autres organismes, par exemple lorsqu'un opérateur qui organisait des formations FLE pour tous niveaux maintient uniquement ses modules 'FLE scolarisés', compte tenu qu'un autre opérateur (souvent Lire et Ecrire) accueille spécifiquement le public pas ou peu scolarisé.

Parmi les organismes qui ont mis fin à leur action d'alpha (ou l'ont suspendue momentanément), les plus nombreux sont de loin les acteurs locaux publics ou parapublics. Il n'est d'ailleurs pas aisé de suivre au fil du temps les actions d'alpha menées par les CPAS ou les communes et leurs différents services (maisons de quartier, espaces

projets, centres de ressources, centres de guidance, régies de quartier, ALE...) car ces organismes peuvent ou non organiser des formations selon le dynamisme et la sensibilisation aux questions d'alphabétisation de leurs responsables, selon l'évolution de leurs publics et du personnel qu'ils engagent dans un but de réinsertion, selon les obligations ou les moyens générés par de nouvelles politiques, selon l'existence ou non d'une autre offre accessible localement, etc.

... et émergence de nouveaux opérateurs

Si on aborde maintenant le profil des opérateurs d'alpha non plus sous l'angle de leur pérennité mais sous l'angle de l'émergence de nouveaux opérateurs, on observe un fort impact de politiques qui ont, elles aussi, soutenu l'alphabétisation plus récemment. Sur les quatre dernières années de l'enquête, de 2007 à 2010, on note ainsi l'arrivée de 46 nouveaux opérateurs ², dont la majeure partie a pu émerger uniquement grâce à ce soutien. Le tableau suivant montre leur répartition par année et Région.

Nouveaux opérateurs d'alpha apparus en :	2010	2009	2008	2007
Bruxelles	1	3	2	5
Dont 'nouveaux' parapublics	0	0	0	2
Wallonie	4	6	5	21
Dont 'nouveaux' parapublics	0	0	2	7
Total [47]	5	9	7	26
Dont total parapublics [11]	0	0	2	9

2. Ceci sans compter les nouveaux partenaires conventionnés avec Lire et Ecrire Bruxelles dans le cadre du Plan bruxellois pour l'alphabétisation (voir note 6 p. 83) ; il s'agit donc uniquement d'organismes qui ont mis sur pied des actions d'alpha avec leurs propres ressources.

Précisons d'abord que tous ces nouveaux opérateurs d'alpha ne sont pas forcément de nouveaux organismes : il s'agit souvent d'organismes qui préexistaient mais ont développé alors une action d'alpha parce que la demande était là sans qu'ils aient eu auparavant les moyens d'y répondre. C'est à l'évidence l'un des impacts des Plans Alpha du Forem, qui ont existé de 2006 à fin 2009 et ont amené de nombreux 'nouveaux' opérateurs (cf. l'afflux qu'on observe en Wallonie en 2007) dont la plupart ont dû cesser cette activité quand le dispositif n'a plus été financé. Ce qui illustre qu'une politique d'appel d'offre conjoncturelle ne permet pas de répondre aux besoins de développement structurel de l'offre d'alphabetisation.

Les politiques de Cohésion sociale (à Bruxelles et en Wallonie) ont quant à elles apporté un soutien à des activités d'alpha menées par des organismes préexistants mais elles ont également permis l'arrivée d'opérateurs 'émergents'. La situation de ces 'vrais nouveaux' est souvent fort précaire dans la phase initiale de leur activité³. Le recul manque pour estimer leurs chances de durer, toutefois on note que plusieurs d'entre eux ont rapidement cessé de participer à l'enquête. Avec le nouveau Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour lequel un appel d'offre a été lancé en février de cette année, on pourrait assister à une nouvelle évolution du secteur en Wallonie, caractérisée par l'émergence d'un certain nombre de petits projets dans le cadre de plans de cohésion sociale communaux.

La variabilité des projets d'alpha décrite plus haut concernant les organismes (para)publics se retrouve donc aussi ailleurs, si bien qu'on peut dire qu'il y a deux grandes catégories d'opérateurs : ceux pour

3. Certains sont par exemple hébergés dans d'autres structures à défaut d'avoir leurs propres locaux, ils fonctionnent avec du personnel exclusivement bénévole ou avec du personnel rémunéré mais à temps de travail très réduit, leur équipement est très limité (pas d'ordinateur ou de téléphone fixe...), etc.

qui l'alphabétisation est une activité plus occasionnelle, en fonction des demandes, des opportunités de financement, etc., et ceux pour qui elle fait partie intégrante de leur objet social, même si ce n'est pas leur objet premier ni principal.

Variété des domaines d'action : une approche intégrée

À côté des formations au sens strict, et souvent en lien étroit avec elles, de nombreux opérateurs d'alpha développent une foule d'autres activités avec les apprenants⁴ : visites (musées, lieux publics...), sorties dans le quartier ou au-delà, rencontres avec des personnes-ressources, ateliers les plus divers. Beaucoup de ces ateliers explorent différentes formes d'expression (écriture, peinture, photo, théâtre, conte, chant, mime, rap...). D'autres visent des apprentissages spécifiques (groupes permis de conduire, informatique, maths, voire ateliers potager) ou le renforcement d'apprentissages (ateliers jeux, cercles de lecture,...). D'autres encore concernent la participation, l'implication citoyenne (ateliers actualité, droits sociaux, comités d'apprenants...), la santé et le bien-être (ateliers santé, gym, cuisine...), la vie quotidienne (ateliers parents, documents administratifs, recherche d'emploi,...). Etc.

Un autre aspect de l'approche intégrée qui caractérise l'alphabétisation en Belgique francophone est la fréquence des partenariats avec d'autres associations ou organismes tels que les centres régionaux d'intégration, les offices de l'emploi et de la formation, les CPAS, les écoles, les bibliothèques, les sociétés de logements sociaux, etc. Dans le même ordre d'idée, on signalera que les opérateurs dispensent souvent les cours dans d'autres lieux que leurs propres locaux : maisons de quartier, CPAS, écoles, bibliothèques, centres culturels, cités sociales...

4. Outre les activités s'adressant à d'autres publics : formation des formateurs, sensibilisation d'agents-relais ou du grand public, etc.

Interrogés sur l'orientation principale de leur organisme, c'est-à-dire le domaine d'action qui résume le mieux son objet social ou son projet ⁵, les opérateurs d'alpha éprouvent beaucoup de difficulté à en isoler un plutôt qu'un autre car tous sont complémentaires et revêtent autant d'importance à leurs yeux. À vrai dire, cet exercice est assez contraire au principe même d'une action intégrée et les répondants citent régulièrement trois, quatre, cinq domaines ou plus. Lors de l'enquête de 2006, nous leur avons néanmoins demandé de se prêter à l'exercice de n'en citer qu'un seul.

Or en ce cas, il ne s'est trouvé que 21% des organismes déclarant l'alphabetisation comme domaine principal. L'éducation permanente des adultes, domaine mentionné le plus fréquemment, ne la devançait toutefois que de peu (22%). Ces deux secteurs arrivent donc en tête. Venaient ensuite, par ordre d'importance, l'action sociale (12%), le développement communautaire (10%), ainsi que l'insertion socio-professionnelle et l'emploi (9%). Puis l'accueil et l'intégration des personnes d'origine étrangère, l'aide à la jeunesse, l'école de devoirs, la culture. Dans une moindre mesure, on trouvait encore : enfance et famille, bibliothèque, accueil des réfugiés, etc.

Comme nous le soulignons dans notre précédente étude sur l'évolution du secteur de l'alphabetisation ⁶, on retrouve ici le mode historique de développement de l'alphabetisation en Fédération Wallonie-Bruxelles : une offre qui se développe là où émerge une demande, un besoin, dans des lieux aussi variés que le sont les profils des personnes en difficulté avec l'écrit.

5. Cela ne signifie pas nécessairement que ce soit la source de financement principale de l'organisme, ni même qu'il bénéficie d'une reconnaissance officielle à ce titre.

6. Les chiffres de l'alpha. L'alphabetisation en Communauté française de Belgique (1990 à 2001), Journal de l'alpha, n°128, avril-mai 2002.

Que seulement 3% des opérateurs d'alpha aient déclaré l'école de devoirs comme domaine principal n'empêche pas qu'ils sont nombreux à développer cette activité, ce qui témoigne de la fréquence d'une démarche conjointe de formation d'alpha pour les adultes et de prévention de l'échec scolaire à l'égard des enfants et des jeunes. Comme le montre le tableau suivant, la concomitance alpha et école de devoirs est plus fréquente à Bruxelles qu'en Wallonie, mais ce type de projet est en augmentation rapide dans cette dernière Région (23% des opérateurs en 2006, 33% en 2010).

**Nombre d'opérateurs d'alpha organisant une école de devoirs,
et proportion parmi l'ensemble des opérateurs dans les deux Régions
En 2006 et 2010**

	Bruxelles		Wallonie		Total	
En 2006	34	44%	15	23%	49	35%
En 2010	41	43%	23	33%	64	39%

Types d'organismes selon le pouvoir organisateur

On a mentionné à plusieurs reprises les organismes publics ou parapublics comme opérateurs d'alpha sans préciser leur part dans l'ensemble des actions d'alphabétisation menées dans le secteur non formel. Le tableau suivant montre la proportion de ces acteurs et celle des associations, ainsi que celle des apprenants en formation auprès de ces deux types d'organismes.

Répartition en % des différents types d'opérateurs (associations et parapublics) et de leurs apprenants

Évolution de 1994 à 2010 – Fédération Wallonie-Bruxelles

	1994	2001	2010	1994	2001	2010
	Organismes			Apprenants dans les deux types d'organismes		
Nombre total	110	115	168	5.955	9.993	16.551
Associations (asbl ou associations de fait)	89%	83%	84%	92%	94%	89%
Organismes (para)publics	11%	17%	16%	8%	6%	11%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les acteurs du secteur sont bien sûr majoritairement des associations d'initiative privée⁷, mais les organismes (para)publics sont eux aussi présents avec une belle constance dans le champ de l'alpha.⁸ Bien que, comme on l'a vu, leurs actions d'alpha soient généralement moins stables dans le temps, la proportion de ces acteurs varie peu au cours de la dernière décennie, de nouveaux venant régulièrement remplacer les anciens. Mais pour certains d'entre eux, l'alphabétisation fait partie intégrante de leur projet sur la longue durée : citons notamment le centre culturel d'Evere (Alpha Evere), le PAS à Uccle (Prévention Animation Socioculturelle) et Anden Alpha (devenu L'Envol), qui ont participé à l'enquête de Lire et Ecrire de 1994 jusqu'en 2010.

7. Outre 134 asbl, on comptait 7 associations de fait en 2010.

8. Rappelons que ces organismes peuvent prendre la forme d'asbl (c'est le cas par exemple des centres culturels ou des asbl paracomunales), mais il s'agit bien d'asbl créées à l'initiative des pouvoirs publics concernés, nécessairement présents dans leur conseil d'administration.

En comparant les proportions des différents types d'organismes et les proportions d'apprenants en formation auprès d'eux, on observe que les projets d'alpha des opérateurs (para)publics sont en général de plus petite taille que ceux des associations (la proportion d'apprenants des parapublics étant moindre que la proportion de ces opérateurs dans l'ensemble des organismes).

S'agissant d'organismes d'initiative publique, on pourrait penser que le personnel intervenant dans leurs projets d'alpha est essentiellement du personnel rémunéré, à l'instar des autres agents de ces organismes. C'est effectivement le cas en Wallonie où on ne compte que 15% de bénévoles dans ces projets. Mais à Bruxelles, ils s'appuient au contraire fortement sur la mobilisation de volontaires qui souhaitent s'impliquer dans l'alphabétisation : sur les 74 personnes travaillant dans des projets d'alpha (para)publics en Région bruxelloise, près de la moitié (33) sont des bénévoles.

Types d'organismes selon la composition du personnel : la part du bénévolat

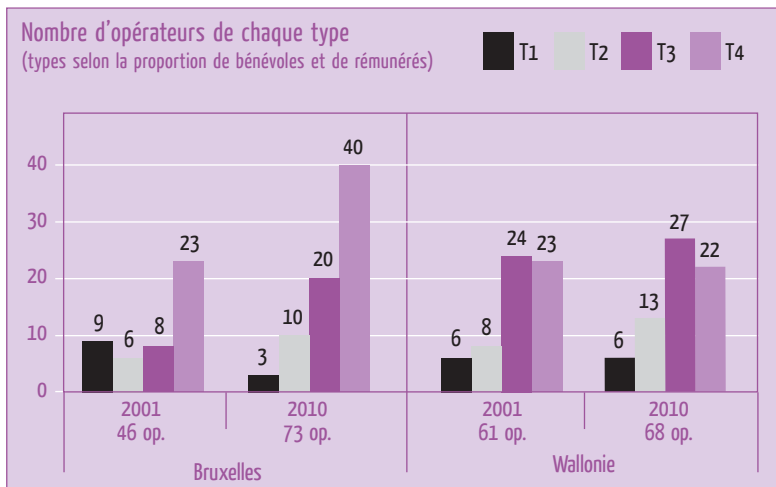
Cette réflexion nous amène au dernier angle sous lequel nous aborderons l'évolution du profil des opérateurs : la part du personnel rémunéré et du personnel bénévole au sein des équipes. Pour ce faire nous avons réparti les organismes en quatre types définis selon la composition de leur personnel (uniquement le personnel du pôle alpha pour les organismes qui ont d'autres activités) :

- type 1 : bénévoles exclusivement ;
- type 2 : bénévoles (au moins 70% du personnel ⁹) + rémunérés ;
- type 3 : rémunérés + bénévoles (moins de 70% du personnel) ;
- type 4 : rémunérés exclusivement (ou quasi).

9. Le choix de placer la barre à 'au moins 70%' pour le personnel bénévole, et non à 50% par exemple, tient compte de leur temps de travail dans l'organisme, nettement plus réduit que celui des rémunérés.

Pour la période antérieure à 2001, nous ne disposons pas des données 'opérateur par opérateur' qui permettraient de les répartir dans ces différents types. Il est toutefois évident que le nombre d'opérateurs de 'type 1' (personnel uniquement bénévole) irait croissant à mesure qu'on remonte dans le temps, puisque ce sont des volontaires, engagés bénévolement dans ces actions, qui sont à la base de quasi tous les projets d'alpha créés avant que les pouvoirs publics ne s'investissent dans l'alphabétisation des adultes.

Le graphique suivant montre le nombre d'opérateurs ¹⁰ relevant des quatre types définis ci-dessus, pour chaque Région en 2001 et en 2010.



10. Le décompte des opérateurs utilisé ici n'inclut pas les coordinations Lire et Ecrire Bruxelles, Wallonie et Communauté française (toutes de 'type 4') qui ne sont pas opérateurs directs de formation, ni l'ADEPPI (également de 'type 4') dont les équipes travaillent dans les deux Régions. Pour les six locales de Lire et Ecrire Bruxelles et leurs partenaires, on compte un seul opérateur chaque fois (tous les 6 de 'type 4') puisque les formations réalisées dans les organismes partenaires sont assurées par du personnel détaché de la locale.

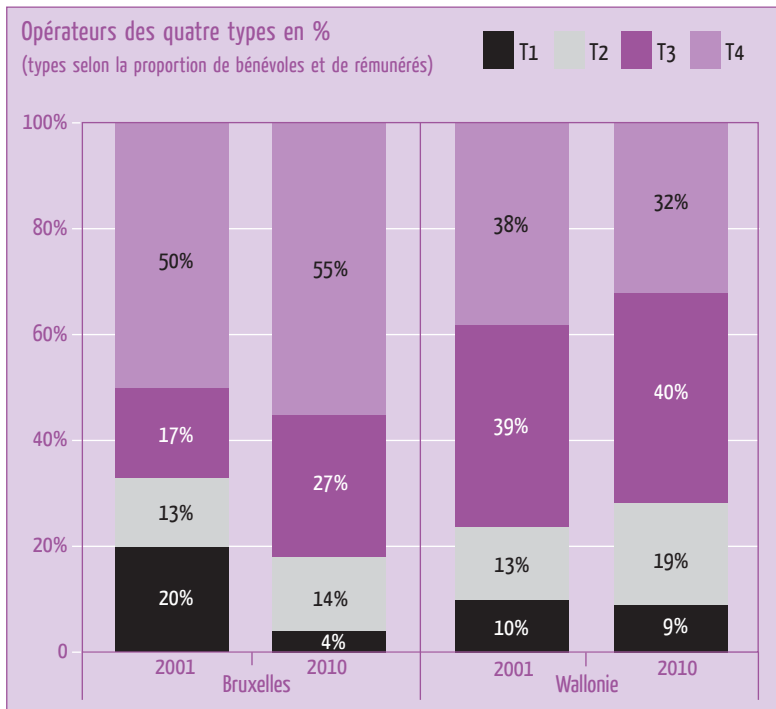
On peut voir dans ce graphique qu'en 2010, 3 organismes bruxellois et 6 wallons fonctionnaient exclusivement grâce à des volontaires ('type 1'). À Bruxelles, sur les 9 opérateurs de ce type qu'on trouvait dix ans auparavant, 3 se sont maintenus avec ce même mode de fonctionnement, 3 ont disparu ou ont cessé l'alpha, et 3 comptaient principalement des rémunérés en 2010, soit trois évolutions très différentes. En Wallonie, le nombre d'opérateurs de 'type 1' est resté le même (6 en 2001 et en 2010), mais cette apparente continuité recouvre elle aussi des réalités différentes : 2 opérateurs se sont maintenus sur ce même mode, 1 a étoffé son équipe avec des rémunérés (devenu 'type 2' en 2010) et 3 opérateurs émergents, apparus après 2007, sont venus remplacer 3 'disparus'. Si petit que soit le microcosme sur lequel on vient de porter le regard, il éclaire pourtant certaines constantes dans l'évolution du secteur de l'alpha, encore à l'œuvre actuellement : des projets qui n'émergent que grâce au bénévolat, un financement progressif du personnel lorsque le projet survit à cette phase d'émergence, la fragilité des opérateurs qui n'obtiennent pas le subventionnement recherché, et paradoxalement la grande longévité des quelques organismes dont le choix explicite est de fonctionner uniquement avec des volontaires.

On précisera que si ces 'types 1' au long cours, de même d'ailleurs que les opérateurs de 'type 2', ne comptent pas ou très peu de personnel subventionné, ils bénéficient par contre souvent de subsides de fonctionnement ou d'aides 'en nature' (locaux, matériel pédagogique, formation des formateurs, etc.) de la part des pouvoirs publics et d'autres associations ou organismes.

Pour en revenir au graphique ci-dessus, l'évolution majeure qu'il met en évidence se situe toutefois à l'autre bout de notre typologie : c'est l'augmentation importante des opérateurs travaillant (quasi) exclusivement avec du personnel rémunéré qu'on observe à Bruxelles. Cette augmentation est pour partie un effet du Plan bruxellois pour l'alpha-

bétisation, qui a permis d'engager peu après 2001 une centaine de travailleurs répartis dans les six locales bruxelloises de Lire et Ecrire (comptées comme 6 nouveaux opérateurs de 'type 4'). Et également de la politique de Cohésion sociale qui soutient notamment l'émergence de nouveaux opérateurs. Certains opérateurs apparus à la faveur de cette politique sont en effet de 'type 4', mais ce sont des opérateurs de très petite taille (par exemple un rémunéré à quart-temps pour une douzaine d'apprenants), alors que les opérateurs qui travaillent exclusivement avec des salariés comptent habituellement plusieurs dizaines, voire centaines, d'apprenants.

Un second graphique présente en pourcentage la même réalité (évolution de 2001 à 2010 des quatre types d'opérateurs).



Globalement, les bénévoles ont toujours été plus nombreux en Wallonie qu'à Bruxelles. Leur répartition au sein des organismes y est aussi plus régulière : environ les deux-tiers des organismes wallons (62% en 2001, 68% en 2010) comptaient des bénévoles au sein de leur équipe. À Bruxelles, cela ne concerne que la moitié des opérateurs.

Même s'ils ne représentent aujourd'hui plus que 10% du temps de travail en alphabétisation, la place des bénévoles reste importante. Acteurs historiques de l'alphabétisation, ils sont aujourd'hui présents dans plus de 50% des organismes et, même si leur pourcentage diminue dans le total des intervenants en alpha, leur nombre n'a cessé d'augmenter. Pour Lire et Ecrire, le bénévolat en alphabétisation peut apporter un plus aux actions d'alphabétisation et témoigne d'une implication citoyenne dans la construction d'une société plus égalitaire et plus solidaire. Mais il ne doit pas exister par défaut de financement et de prise en compte par les pouvoirs publics. Les bénévoles ne doivent en aucun cas – ils ne le souhaitent d'ailleurs pas – occuper des postes qui devraient être des emplois rémunérés.

Catherine BASTYNS

Lire et Ecrire Communauté française